COMITÉ EXÉCUTIF NATIONAL
adresse aux adhérents

Cher-e camarade,

La Conférence nationale a adopté à 94% une résolution confirmant notre volonté de rassemblement de l'ensemble des forces de progrès dans la perspective des échéances électorales de 2017. Face à la faillite du pouvoir Hollande et au grand danger, aux profondes conséquences de voir la droite et l'extrême droite capter la colère populaire au profit de programmes ultralibéraux, notre démarche doit être poursuivie. L'élection de Donald Trump montre une nouvelle fois que ce danger n'est pas une chimère. Nous continuerons donc à agir jusqu'au bout pour parvenir à une candidature commune afin de déjouer les pronostics de victoire de la droite ou de l'extrême droite. Nous travaillons à la convergence de toutes les forces autour d'un pacte d'engagements communs pour une nouvelle politique de progrès social, démocratique et écologique pour lequel nous versons au débat sept axes prioritaires. Nous voulons faire émerger autour de ces axes une majorité d'action et de gouvernement. À cet effet nous organiserons une grande initiative nationale le 10 décembre prochain. Les législatives sont un enjeu majeur pour porter et donner corps à cette alternative de progrès. Les candidat-e-s présenté-e-s ou soutenu-e-s par le PCF sous le label « Uni-e-s pour l'Humain d'abord » seront investi-e-s par le PCF lors du CN du 14 janvier 2017 et seront mis au service du rassemblement dans un cadre large et respectueux de la diversité de chacun. Une grande initiative de lancement de campagne, avec les candidates et les candidats, se tiendra devant l'Assemblée nationale fin janvier sous le slogan « Contre la monarchie présidentielle, démocratie citoyenne ! ».

La conférence s'est aussi exprimée sur notre choix de candidature à l'élection présidentielle. Avec l'objectif commun d'œuvrer jusqu'au bout à l'émergence d'un candidat commun de la gauche de progrès, deux options étaient en débat : celle d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon tout en développant une campagne autonome du PCF ou celle d'une candidature communiste, se retirant le cas échéant, pour laquelle des camarades sont disponibles. Tu trouveras le libellé précis de ces deux options sur le bulletin de vote.

À l'issue d'un débat intense et respectueux de plusieurs semaines, au cours duquel le Secrétaire national s'est exprimé en faveur d'un appel à voter Jean-Luc Mélenchon sans rejoindre le cadre de la France insoumise, la Conférence nationale a voté à 55,69 % pour la seconde option, celle d'une candidature communiste porteuse du rassemblement. Ce débat témoigne de la vivacité démocratique de notre organisation, des débats très partagés qui l'ont animée et appelle à des discussions poussées de la part de tous les adhérent-e-s dont le vote fondera la décision finale. La conférence nationale a constitué une étape essentielle de notre débat. Pour autant, ce dernier n'est pas clos avant le vote des communistes. Nous invitons l'ensemble des adhérent-e-s à poursuivre la discussion sur les deux options en prenant bien en compte tous les tenants et les aboutissants de ces choix. Notre décision doit reposer sur une analyse lucide de la situation et sur les conditions à réunir propres à chaque option. À l'issue du vote des adhérent-e-s des 24-25-26 novembre prochains, la décision qui en sortira sera celle de l'ensemble du Parti dans le plus strict respect de la souveraineté des communistes. D'ici là, la direction s'engage à faire vivre le débat le plus large et le plus démocratique possible.

adresse du CEN adoptée : 28 voix pour ; 2 voix contre ; 4 abstentions